



La Commune



Des maisons vides par milliers

La crise du logement en Pays basque

Il serait bien inutile de chercher à nier que la spéculation immobilière et foncière est un cancer qui ravage le Pays basque, tout le Pays basque à l'image de ce qui se passe sur tout l'hexagone. D'ailleurs, après avoir rongé la côte, il gagne maintenant l'intérieur, jusqu'en Soule, relativement épargnée jusque là. Ceux qui ne peuvent plus désormais acheter entre Bayonne et Hendaye se rabattent sur le Pays basque intérieur, provoquant de fait la flambée des prix. Qui en fait les frais ? La jeunesse du Pays basque, les salariés, la population laborieuse, les agriculteurs, jeunes et moins jeunes.

Est-il en effet acceptable de voir que les prix de l'immobilier ont pratiquement triplé depuis 1997 et ceux du foncier quadruplé dans le même temps ? Certainement pas.

Volets fermés 10 mois sur 12

Est-il socialement compréhensible que St-Jean-de-Luz soit constituée de 47 % (35 % à Biarritz) de résidences secondaires, avec 4 767 maisons ou appartements qui ont les volets fermés 10 mois sur 12 ? Certainement pas.

Est-il compréhensible, pour un jeune, pour un couple qui veut fonder une famille, pour un travailleur, de constater qu'il y a en Pays basque bien plus de résidences secondaires que de logements sociaux ? Bien sûr que non.

Ainsi, les demandes d'un logement en HLM non satisfaites sont d'environ 4 500 logements actuellement sur le BAB, (Biarritz-Anglet-Bayonne) et d'environ 6 000 sur l'ensemble de la côte basque. Ces dossiers de demandes de logement social non satisfaites ont été multipliés par 3 depuis 2000.

C'est d'autant plus dramatique que 80 % des demandeurs disposent de faibles revenus, inférieurs à 60 % du plafond HLM (100 % de plafond correspondant à environ 2 200 euros par mois pour couple avec un enfant, le plafond HLM étant, rappelons-le, le niveau de revenu au-delà duquel on n'est plus censé avoir droit à un HLM.)

Jet-set et spéculateurs

Sur l'agglomération bayonnaise, on construisait dans les années 90 entre 200 et 250 logements sociaux locatifs. Actuellement, il sort de terre moins de 100 logements sociaux. À ce rythme, il faudrait environ 40 ans rien que pour satisfaire les actuelles demandes déposées en mairie ...

Et pour ceux des ménages qui voudraient construire, il faut désormais s'éloigner d'au minimum 45 km de la côte pour trouver des terrains accessibles à environ 50 000, 60 000 euros.

Pénurie de logements sociaux, explosion des loyers, spéculation immobilière, résidences secondaires qui font des villes et villages basques des zoos ethnologiques pour la jet-set siliconée et autres PDG de la Société Générale, d'Aventis, Quicksilver entourés de leur cour de " People " pour qui le Pays basque est devenu très " tendance " et pour qui acheter sa villa en survolant la côte par avion est la dernière mode.

L'ennemi, ce n'est pas bien entendu le petit, le modeste retraité, fût-il Anglais ou du Pays basque Sud, de l'autre côté de la frontière. Les rapaces, ce sont les banques, les instituts financiers qui investissent dans la spéculation immobilière et foncière sans autre limite que les krachs boursiers qu'elles viennent de subir, rappelant ainsi opportunément que ce sont bien eux les responsables de la flambée du mètre carré. Et, dans leur sillage, il y a cette nuée de parasites que sont les conseillers en défiscalisation et les agents immobiliers qui ont à ce titre pour Sarkozy les yeux de Chimène.

Est-il absurde de penser que les solutions existent ? Bien sûr que non. Des solutions faciles immédiates et populaires ? En voici quelques-unes :

- Réquisition de tous les logements vacants et bureaux vides par l'application de l'Ordonnance de 1945 (article L-641 du Code de l'habitat et de la construction) en faveur des mal-logés, de ceux en attente de logement social et des SDF.
- Interdiction pure et simple de toute spéculation immobilière qui provoque la flambée de loyers et des prix de vente des terrains à bâtir, qui pousse les propriétaires privés à vendre (et donc à expulser les locataires) et qui incite les offices publics de HLM à détruire des pans entiers de leur parc locatif.
- Plan massif de constructions de HLM par le rétablissement intégral de toutes les aides de l'État à la construction HLM. Par conséquent, abrogation de la loi Barre-Ornano de 1977 et retour au remboursement de la TVA aux offices HLM.
- Arrêt des démolitions de logements sociaux et mise en oeuvre des réhabilitations nécessaires sans hausse des loyers et des charges.
- Blocage des augmentations de loyers et des charges et relèvement du taux et du plafond des APL.

Cette liste de mesures est loin d'être exhaustive. Est-ce irréaliste ? Nous ne le pensons pas.

Modifié le dimanche 16 septembre 2007

Voir aussi dans la catégorie Pays Basque



Une seule exigence : L'amnistie de tous les emprisonnés et exilés

Le Mouvement pour l'Amnistie mobilise pour le droit à l'amnistie pour l'ensemble des prisonniers et exilés politiques. La bataille pour l'amnistie est hautement politique, elle est partie... >>

Pourquoi la gauche abertzale est en crise

La rupture de stratégie de Sortu et ETA avec l'acceptation de la formule de réinsertion individuelle imposée par l'État espagnol accentue les critiques faites à leur égard. ATA (Aministia ta... >>



Le Mouvement pour l'Amnistie et contre la répression ...Et la compromission

Le mouvement abertzale 1 de gauche est divisé sur la question des prisonniers et exilés politiques. Le nouveau Mouvement pro- Amnistie et contre la Répression conteste la politique menée par la... >>

Les élections générales viennent d'avoir lieu au Royaume d'Espagne avec des résultats inattendus. La surprise est venue avant tout de la Catalogne et du Pays Basque où Podemos est arrivé en... >>

Quarante ans après l'exécution de Txiki et Otaegi(1), la répression continue

Les États français et espagnols n'ont cessé de traquer les militants politiques basques, les arrestations se multiplient des deux côtés de la frontière. Les polices travaillent main dans la... >>

Entre répression et alliances contre-nature

Les gouvernements successifs de l'État Espagnol ont maintenu une politique de répression envers les militants basques. Le gouvernement Rajoy ne fait pas exception. Nombre de militants sont... >>
